



Produit intérieur brut 2014

Le pouvoir d'achat individuel augmente de 5 % pour la deuxième année consécutive

En 2014, le PIB mahorais s'établit à 2 milliards d'euros, soit une hausse de 10,5 % en un an en valeur. Le pouvoir d'achat individuel augmente de 5 % en volume en un an pour la deuxième année consécutive. La hausse des rémunérations dans la fonction publique explique largement la hausse du revenu disponible des ménages. La croissance est portée par l'augmentation de la consommation des ménages et des administrations publiques. L'investissement est également très dynamique (+ 17 %). La valeur ajoutée générée par les administrations publiques croît de 11 % en un an, celle générée par les sociétés de 7 %.

Michel Dublin et Christian Monteil, Insee

En 2014, le produit intérieur brut (PIB) mahorais s'établit à 2 milliards d'euros (*figure 1*). Il augmente donc de 10,5 % en un an en valeur. Le PIB par habitant progresse quant à lui de 7,6 % en un an et atteint désormais 8 980 euros.

Conséquence d'une plus grande richesse produite, le revenu disponible brut (RDB) des ménages après redistribution croît de 9 % en 2014 et s'élève à 1 420 millions d'euros (*définitions*). Par habitant, le RDB passe de 6 000 euros en 2013 à 6 350 euros en 2014. Compte tenu de la hausse des prix à la consommation (+ 0,9 %), le pouvoir d'achat individuel moyen augmente de 5,3 % en un an, comme en 2013 (*figure 2*). Le niveau de vie moyen par habitant progresse donc à Mayotte.

Forte hausse des rémunérations dans la fonction publique

Constituant la plus grande part du RDB, les rémunérations des ménages augmentent de 9 % en 2014. La hausse des rémunérations dans les administrations explique 70 % de cette augmentation, portée par le recrutement d'agents supplémentaires et la mise en place de l'indexation. L'effet positif de l'indexation sur l'évolution du PIB continuera jusqu'à la fin de sa mise en place en 2017.

En parallèle, la mise en place progressive des minima sociaux soutient la hausse des prestations sociales. En 2014, le montant du RSA a été revalorisé pour atteindre 50 % du niveau national, tandis que le nombre de bénéficiaires

augmente de 44 %. Aussi, les prestations sociales augmentent de 15 % et représentent désormais presque 10 % du RDB, très loin néanmoins de la part mesurée au niveau national (35 %).

Les impôts directs (impôt sur le revenu, taxe foncière, taxe d'habitation) ont augmenté d'un quart, modérant ainsi la hausse du RDB. Cette augmentation d'impôts est due à la mise en place des impôts locaux, tandis que l'impôt sur le revenu des ménages a diminué en 2014. Les impôts représentent cependant moins de 3 % du RDB contre 16 % au niveau national.

Consommation des ménages et des administrations publiques, moteurs de la croissance

La consommation des ménages explique 40 % de la hausse du PIB. Elle progresse de + 9 %, portée par l'augmentation du revenu disponible. En 2014, elle s'élève à 1 045 millions d'euros. Elle représente ainsi 50 % du PIB, soit une part proche de celle observée au niveau national (53 %).

La consommation des administrations publiques contribue à plus du tiers de la hausse du PIB mahorais. Elle correspond aux services fournis par les administrations (éducation et santé notamment). Elle s'élève à 1 206 millions d'euros en 2014 (+ 7 %). Elle représente 58 % du PIB en 2014, plus du double de ce qui est observé au niveau national (24 %).

1 Le PIB progresse de 10,5 % en 2014

Estimation par la moyenne des approches demande et production

	2014	2013	Part du PIB 2014	Évolution	
				2013 / 2014	2012 / 2013
	en millions d'euros		en %	en %	
Valeur ajoutée (VA) administrations publiques (APU)	976	882	50,6	10,8	4,7
VA des ménages (hors entreprises individuelles)	236	208	12,2	13,3	12,7
VA des entreprises individuelles	232	221	12,0	5,3	8,7
VA des sociétés (financières et non-financières)	455	424	23,6	7,1	11,1
Subventions sur produit moins impôts sur produits	- 30	- 35	- 1,5	- 15,4	4,0
PIB approche ressources (1)	1 929	1 770	100,0		
Dépense de consommation finale des administrations)	1 206	1 125	57,8	7,2	10,8
Consommation finale locale des ménages	1 045	956	50,1	9,3	8,4
Formation brute de capital fixe (FBCF)	376	322	18,0	16,5	11,4
Solde des échanges avec l'extérieur ¹	- 540	- 540	- 25,9	- 0,1	16,0
PIB approche emplois (2)	2 087	1 863	100,0		
PIB (moyenne 1 et 2)	2 008	1 817		10,5	7,9

Source : Insee, estimation de PIB.

L'investissement augmente de 53 millions d'euros en 2014 (soit + 17 %) et s'établit à 376 millions d'euros. Sa part dans le PIB (18 %) continue de s'accroître et se rapproche des standards nationaux (22 %).

Fortement négatif du fait de la dépendance de Mayotte aux importations et d'exportations très limitées, le solde du commerce extérieur reste stable à - 540 millions d'euros.

La valeur ajoutée des sociétés progresse de 7 %

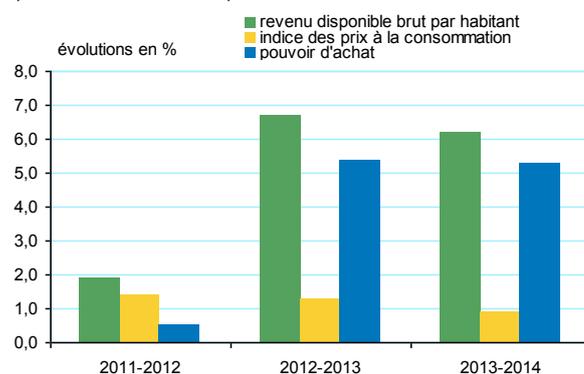
En 2014, la valeur ajoutée (VA) dégagée par les sociétés progresse moins qu'en 2013 (+ 7 % après + 11 %). Elle s'établit désormais à 455 millions d'euros et comme en 2013 représente 24 % du PIB. Ce ratio est encore très éloigné des standards nationaux (55 %).

Avec 976 millions d'euros, la VA des administrations publiques augmente de 11 %. Sa part dans le PIB continue d'augmenter et se situe toujours largement au-dessus du niveau national : 51 % contre 17 % en France.

De leur côté, les ménages contribuent à un quart du PIB dégagé en 2014 (468 millions d'euros). La moitié provient du service de logement (loyers réels ou imputés) et des services domestiques des ménages ; l'autre moitié est générée par des entrepreneurs individuels de l'agriculture, de l'artisanat ou du commerce. ■

2 Le pouvoir d'achat individuel augmente de 5,3 % entre 2013 et 2014

Décomposition de l'évolution du pouvoir d'achat individuel



Source : Insee, estimation de PIB et indice des prix à la consommation.

Avertissement

Les comptes régionaux de Mayotte reposent sur des systèmes d'informations administratifs qui se mettent progressivement en place suite à la départementalisation actée en 2011. Ils reflètent les grandes tendances observées, mais les sources statistiques utilisées restent fragiles à Mayotte : ruptures de séries, données manquantes peuvent affecter la qualité des données.

Méthode

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur économique qui permet de mesurer la richesse produite sur un territoire sur une période donnée.

À Mayotte, il est calculé à partir de la moyenne de deux estimations : par la demande (consommation finale, investissement et commerce extérieur) et par la production (valeurs ajoutées). Seule l'approche production est utilisée pour les comparaisons avec les régions de métropole, dont le PIB est calculé en régionalisant la valeur ajoutée.

Définitions

Le revenu **disponible brut des ménages** comprend les revenus d'activité, les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs.

L'évolution du **pouvoir d'achat** du revenu disponible brut rapporte l'évolution du revenu disponible brut à celle du prix de la dépense de consommation finale des ménages, mesurée par l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Pour approcher une notion plus individuelle du pouvoir d'achat, sa progression est rapportée à des unités démographiques (personne, ménage, unité de consommation), ici le nombre d'habitants à Mayotte.

Insee - Service régional de Mayotte
Pôle d'affaires Kawéni - Z.I. Kawéni
B.P. 1362
97600 MAMOUDZOU

Directeur de la publication :
Aurélien Daubaire

Rédaction en chef :
Julie Boé

ISSN : 2275-4563 (imprimée)
ISSN : 2417-0941 (en ligne)

© Insee 2017

Pour en savoir plus :

- Duplouy B (dir.), « Bilan économique 2015 : la croissance se maintient », *Insee Conjoncture Réunion* n° 2, juin 2016 ;
- Monteil C, « PIB de Mayotte 2013 - Le pouvoir d'achat individuel progresse de 5 % », *Insee analyse Mayotte* n° 40, novembre 2016 ;
- Le compte Twitter de l'Insee La Réunion-Mayotte : @InseeOI.



Insee
Mesurer pour comprendre